

LUC POZZO DI BORGO

EXPERT COMPTABLE DIPLOME

**COMMISSAIRE AUX COMPTES
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL
D'AIX EN PROVENCE**

A.D.P.E.I.

**18, boulevard Camille Flammarion
13001 MARSEILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**72 RUE SAINT-JACQUES 13006 MARSEILLE
TEL 04.91.53.14.30 – FAX 04. 91.53.14.55
MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE
LE REGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHEQUE EST ACCEPTE**



A.D.P.E.I.

18, boulevard Camille Flammarion
13001 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.P.E.I. relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

➤ *Référentiel d'audit*

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.



Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

➤ **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Mes appréciations ont porté sur :

- Les notes « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui exposent les hypothèses de base sur lesquelles les comptes annuels sont établis.

Ainsi, dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes annexes aux comptes annuels et je me suis assuré de leur correcte application..

- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les fonds dédiés retenus à la clôture de l'exercice pour un montant de 33 170 Euros et figurant dans l'annexe aux comptes annuels et leur conformité aux dispositions légales en vigueur.



VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTE RELATIVE A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les



informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille

Le 3 Mai 2025

LUC POZZO DI BORGO

COMMISSAIRE AUX COMPTES

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	21 060	20 857	203	528
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	132 123		132 123	132 123
Constructions	1 028 990	777 304	251 686	262 969
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 552	8 326	226	438
Autres	310 879	214 591	96 288	81 201
Immobilisations corporelles en cours	40 921		40 921	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 833		1 833	
TOTAL I	1 544 359	1 021 077	523 281	477 260
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	349 407	25 272	324 135	368 569
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	438 033	6 053	431 980	332 404
Valeurs mobilières de placement	2 059 916		2 059 916	2 102 462
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	176 790		176 790	101 317
Charges constatées d'avance	17 790		17 790	17 857
TOTAL II	3 041 936	31 325	3 010 611	2 922 610
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	4 586 294	1 052 402	3 533 892	3 399 869



BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 932 545	1 932 545
Autres		
Report à nouveau	931 780	758 272
Excédent ou déficit de l'exercice	17 563	173 508
Situation nette (sous total)	2 881 888	2 864 325
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	89 906	95 667
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 971 793	2 959 992
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	33 170	
TOTAL II	33 170	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	74 983	66 298
TOTAL III	74 983	66 298
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	600	600
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 484	14 416
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	354 063	302 103
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	52 800	56 461
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	453 947	373 580
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV+V)	3 533 892	3 399 869



COMPTE DE RESULTAT (1ère partie)

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 789 077	3 045 519
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 063 357	858 943
Versements des fondateurs ou consommat° de la dotat° consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges	52 466	69 535
Utilisations des fonds dédiés		14 140
Autres produits	7 295	3 241
TOTAL I	3 912 195	3 991 378
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	219 112	220 827
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	187 097	187 598
Salaires et traitements	2 722 118	2 719 577
Charges sociales	704 164	651 129
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	54 754	51 767
Dotations aux provisions	8 961	8 737
Reports en fonds dédiés	33 170	
Autres charges	459	840
TOTAL II	3 929 835	3 840 475
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-17 640	150 903
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	39 070	21 463
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	39 070	21 463
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	39 070	21 463

COMPTE DE RESULTAT (2ème partie)

3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	21 430	172 367
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15	615
Sur opérations en capital	6 115	5 854
Reprises sur provis°, dépréciat° et transferts de charges		
TOTAL V	6 130	6 469
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		144
Sur opérations en capital		
Dotations aux amort., aux dépréciations et aux provis°		
TOTAL VI	0	144
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	6 130	6 325
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 997	5 184
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 957 395	4 019 310
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 939 832	3 845 802
EXCEDENT OU DEFICIT	17 563	173 508
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	5 768	5 644
TOTAL	5 768	5 644
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	5 768	5 644
TOTAL	5 768	5 644



ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 533 892 euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 912 195 euros et dégageant un excédent de 17 563 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social – Nature et périmètre des activités

« L'Association a pour objet essentiel d'œuvrer pour l'insertion ou la réinsertion de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

Dans le cadre d'un conventionnement avec l'Etat, elle embauche temporairement des personnes pour les mettre à titre onéreux à disposition de personnes physiques ou de personnes morales pour divers travaux. Après leur accueil initial, elle les aide ainsi à s'adapter ou se réadapter à la vie au travail et contribue à leur accompagnement social.

L'Association peut, dans le cadre associatif, engager ou soutenir le développement d'activités permettant l'insertion de personnes en difficulté.

L'Association se dotera de tous les moyens d'action nécessaires à la réalisation de son objet dans le respect de la légalité ».

(Article 2 des statuts de l'Adpei).

Le cœur de métier de l'Association depuis sa création en 1987 est l'Insertion par l'Activité Economique. L'Adpei est agréée par la DDETS en tant qu'Association Intermédiaire.

L'Association Intermédiaire a une finalité sociale s'inscrivant dans un projet économique. Nous proposons un accompagnement socio-professionnel et des missions de travail pour des demandeurs d'emploi en grande difficulté afin de leur permettre d'accéder à un emploi durable.

L'Adpei est également un acteur économique qui permet le développement de l'emploi de proximité sur le territoire marseillais.

Nos clients ont recours au personnel salarié mis à disposition par l'Adpei pour des missions ponctuelles ou régulières, sur le même principe de fonctionnement que l'intérim.



Parallèlement aux missions de travail proposées, les salariés en insertion bénéficient d'un accompagnement socioprofessionnel en vue de renforcer leur employabilité et leurs compétences.

Autour de l'Association Intermédiaire, plusieurs actions d'accompagnement viennent étoffer l'offre d'insertion de l'Adpei :

- **Le dispositif DARAE (RSA)** qui accompagne les allocataires du RSA du 1er, 2^{ème}, 3^{ème} et 7^{ème} arrondissements dans le cadre d'un marché public avec le Conseil Départemental 13. Il s'agit d'accompagner les personnes dans l'amélioration de leur situation sociale dans le cadre de la signature d'un contrat d'engagement réciproque en vue d'une insertion professionnelle à plus long terme quand cela est possible.
- **L'accompagnement à l'emploi individualisé** dans le cadre du dispositif PLIE favorise l'accès à un emploi durable des demandeurs d'emploi de premier niveau de qualification domiciliés dans le grand centre-ville de Marseille.
- L'Adpei a créé **un espace numérique labellisé ERIC** (Espace Régional Internet Citoyen), qui développe des actions collectives pour favoriser l'accès au numérique pour les personnes en difficulté. Le phénomène de « dématérialisation » a entraîné pour certains publics une exclusion supplémentaire à laquelle il est souhaitable d'apporter une réponse rapidement.

Nous développons également une offre de formation en direction des professionnels de l'action sociale car le numérique vient également modifier les méthodologies d'accompagnement des professionnels.

Une culture du partenariat

Tous les dispositifs décrits ci-dessus nécessitent un important travail de partenariat. Grâce à une forte implication sur le territoire marseillais, l'Adpei qui évolue dans un environnement très ouvert a développé des partenariats avec des structures de l'emploi, des associations sociales et médicosociales, les organismes de formation, et le monde économique qui lui permettent d'articuler son action avec d'autres acteurs économiques, sociaux, et institutionnels du territoire.

Dans la pratique nous tentons de formaliser nos partenariats par le biais de conventions. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous travaillons au travers de conventions avec les partenaires suivants :

- Les partenaires institutionnels : DDETS, Préfecture à l'égalité des chances, Conseil Départemental 13, Politique de la Ville, Métropole, PLIE MP Centre, Fondation AG2R, France Travail, FSE, CAF 13.
- Les partenaires emploi / formation / social signataires d'une convention : CIERES, HAS, Maavar, OSIRIS, HPF, Isatis, Cap Emploi, ARS, Mission Locale, centre Lamartine, centre Jane Pannier, PLIE MP Centre, ADOMA, France Travail, groupe SOS, ADDAP 13, La Cloche Sud.
- Les fédérations et réseaux : Fédération des Acteurs de la Solidarité, URIOPSS, Collectif des AI (13 Agile), ARSENIC, UROF, La Conciergerie solidaire.



Au-delà des partenariats avec des conventions formalisées, l'Adpei travaille avec de nombreux autres acteurs du secteur de l'insertion sociale et professionnelle avec qui nous entretenons tous les jours des collaborations rapprochées.

Description des moyens mis en œuvre

Une équipe pluridisciplinaire de 40 salariés permanents permet l'accueil et l'accompagnement au quotidien d'un public adulte en situation d'exclusion.

✓ Le pôle Association Intermédiaire

9,33 ETP répartis sur des fonctions d'accueil, de chargés de relation clientèle et d'accompagnateur socioprofessionnels sont chargés de l'accueil des publics, de l'accompagnement socio-professionnel et de la mise à disposition des salariés auprès des clients.

En 2024, ce sont près de 74 ETP mis au travail auprès de 363 clients.

✓ Le dispositif DARAE

10,31 ETP ont en charge l'accueil et l'accompagnement des allocataires du RSA.

En 2024, près de 850 personnes ont été accueillies à l'Adpei.

✓ Le pôle Accompagnement à l'Emploi PLIE

4,00 ETP exclusivement chargés de l'accompagnement à l'emploi des adhérents du PLIE.

En 2024, près de 800 personnes ont bénéficié de ce dispositif.

✓ Le pôle Formation Multimédia

2,85 ETP sont chargés de l'accueil, l'accompagnement et la formation numérique des publics en difficulté ainsi que des professionnels de l'action sociale.

En 2024, ce sont 700 personnes qui ont bénéficié des actions de l'espace numérique.

✓ La Direction, l'encadrement, les fonctions transversales et logistique

2,00 ETP répartis sur des fonctions de directrice et directrice administrative et financière.

1,83 ETP responsables de service AI et DARAE.

3,43 ETP sont chargés plus particulièrement de la comptabilité et de la paie, l'administratif, la logistique et l'entretien des locaux.



Présentation des effectifs des salariés permanents et des salariés en insertion employés sur l'année 2024

	Nombre	ETP
Salariés permanents	40	33,75
employés	36	29,92
cadres	4	3,83
Salariés en insertion	680	73,25

Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes existantes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, qui est ici ainsi libellé :

« Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que de leurs avantages en nature ». Il est indiqué ici que dans la situation de l'association, il n'y a pas lieu de publier les sommes versées aux trois cadres dirigeants bénévoles ou salariés.



Cependant, par souci de transparence, il est précisé :

1/ que le montant des sommes versées aux trois cadres les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 146 970 € étant précisé qu'aucun de ces cadres n'a de pouvoir d'engagement de l'association et qu'ils ne sauraient être considérés comme dirigeants.

2/ qu'aucune somme ni aucun avantage en nature n'a été accordé aux administrateurs de l'association.

Dérogations

Néant

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalué à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation soit à un taux d'amortissement de 100 %.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Ensemble immobilier	entre 2,5 et 10 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Matériel de bureau	entre 2 et 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Installations techniques	10 ans
Matériel et outillage	entre 3 et 5 ans
Mobilier	5 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés, ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.



Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	429 318
Total	429 318

Subventions à recevoir	424 816
Uniformation – produits à recevoir	862
Divers – produit à recevoir	2 325
CA prod à recevoir	1 315
Total	429 318

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 405
Dettes fiscales et sociales	177 623
Autres dettes	14 919
Total	229 947

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	17 790
Total	17 790



Subventions d'équipement

Les subventions d'équipements ont été amorties au rythme de l'amortissement des immobilisations qu'elles ont financées.

Variation des fonds propres

L'excédent au 31/12/2023 a été affecté par décision de l'Assemblée Générale de la façon suivante :

- 173 508 € en « report à nouveau ».

Faits caractéristiques

Le litige social qui existait au 31/12/2023 est clôturé. La notification de jugement en date du 26 mars 2024 déboute la plaignante de toutes ses demandes.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènements postérieurs à la clôture de l'exercice qui modifieraient les évaluations et présentations retenues dans les présents comptes annuels.

Valorisation du bénévolat et des mises à disposition

L'association a bénéficié d'heures de bénévolat de ses administrateurs qui sont techniquement valorisées dans le tableau ci-dessous pour l'année 2024 :

	Fonction	Evaluation coût horaire	Nombre d'heures	Total
2024	Président	11,69	493,5	5 768,19

L'association bénéficie depuis mars 2022 via l'association Médiance 13 d'une mise à disposition à titre gracieux d'un bureau d'un local communal situé à l'avenue Albert Ritt à la Ciotat.



Informations relatives au bilan

Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	20 572		488
Total immobilisations incorporelles	20 572		488
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	132 123		
Constructions sur sol propre	914 809		900
Constructions installations générales	103 693		9 587
Installations techniques et outillage industriel	8 552		
Installations générales, agencements et divers	94 436		22 461
Matériel de transport	4 000		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	165 396		24 585
Immobilisations corporelles en cours			40 921
Avances et acomptes			
Total immobilisations corporelles	1 423 009		98 454
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	0		2 000
Total immobilisations financières	0		2 000
TOTAL GENERAL	1 443 581		100 943

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Cessions mises hors service	Valeur brute fin exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement			21 060	
Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	0		21 060	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			132 123	
Constructions sur sol propre			915 709	
Constructions installations générales			113 280	
Installations techniques et outillage industriel			8 552	
Installations générales, agencements et divers			116 897	
Matériel de transport			4 000	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			189 982	
Immobilisations corporelles en cours			40 921	
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	0		1 521 463	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	167		1 833	
Total immobilisations financières	167		1 833	
TOTAL GENERAL	167		1 544 357	

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	20 043	813		20 857
Total immobilisations incorporelles	20 043	813	0	20 857
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	725 479	11 250		736 729
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	30 055	10 520		40 575
Installations techniques et outillage industriel	8 114	212		8 326
Installations générales, agencements et divers	63 136	7 333		70 469
Matériel de transport	200	800		1 000
Matériel de bureau, informatique et mobilier	119 295	23 826		143 122
Total immobilisations corporelles	946 279	53 941	0	1 000 220
TOTAL GENERAL	966 322	54 754	0	1 021 077

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	813		
Total immobilisations incorporelles	813		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	11 250		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	10 520		
Installations techniques et outillage industriel	212		
Installations générales, agencements et divers	7 333		
Matériel de transport	800		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	23 826		
Total immobilisations corporelles	53 941		
TOTAL GENERAL	54 754		



Provisions inscrites au bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Prov. Pour reconstitution des gisements Provision pour investissement Provision pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions pour prêt d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Prov. pour garantie donnée aux clients Prov. pour perte sur marchés à terme Prov. pour amende et pénalités Provisions pour perte de change Prov. pour pensions et obligations similaires Provision pour impôts Provision pour renouvellement des immo. Prov. pour gros entretiens et révisions Prov. pour charges sociales et fiscales Autres prov. pour risques et charges	66 298	8 685		74 983
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	66 298	8 685	0	74 983
Prov. sur immobilisations incorporelle Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équivalence Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	25 415 6 053	276	420	25 271 6 053
PROVISION POUR DEPRECIATION	31 468	276	420	31 324
TOTAL GENERAL	97 766	8 961	420	106 307



Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 833	1 833	
Total actif immobilisé	1 833	1 833	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	25 272	25 272	
Autres créances clients	324 135	324 135	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	663	663	
Etat - impôt sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers	424 816	424 816	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	12 553	12 553	
Total de l'actif circulant	787 439	787 440	0
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	17 790	17 790	

TOTAL GENERAL	807 063	807 063	0
----------------------	----------------	----------------	----------

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	600		600	
Fournisseurs et comptes rattachés	46 484	46 484		
Personnel et comptes rattachés	157 867	157 867		
Sécurité sociale et autres organismes	174 346	174 346		
Impôt sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	21 850	21 850		
Dettes sur immo et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	52 800	52 800		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				

TOTAL GENERAL	453 946	453 346	600	
----------------------	----------------	----------------	------------	--



Variation des fonds propres

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves pour projet de l'entité	1 932 545				1 932 545
Autres réserves					
Report à nouveau	758 272	173 508			931 780
Excédent ou déficit de l'exercice	173 508	-173 508	17 563		17 563
Situation nette	2 864 325		17 563	0	2 881 888
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	95 667			5 762	89 906
Provisions réglementées					
TOTAL	2 959 992		17 563	5 762	2 971 794



Variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation		33 170				33 170	
Métropole Micro chantiers La Ciotat		5 000				5 000	
Métropole Micro chantiers Aubagne		2 000				2 000	
Ville de La Ciotat Micro chantiers		13 170				13 170	
Métropole Conciergerie La Ciotat		3 000				3 000	
Ville de La Ciotat Conciergerie		10 000				10 000	
TOTAL		33 170				33 170	

Subventions d'exploitation

Financier	Objet	Année	Montant
CGET Etat	Accompagnement renforcé des personnes en situation d'exclusion	2024	10 900,00
Emergences / Plie	Accompagnement à l'emploi	2024	208 391,00
Emergences / Plie	Parcours numériques	2024	35 280,00
Ville de La Ciotat	Micro chantiers dans le cadre de la GUP	2024	17 000,00
Métropole / Ciotat	Micro chantiers dans le cadre de la GUP	2024	5 000,00
Métropole / Aubagne	Micro chantiers	2024	2 000,00
Métropole / Ciotat	Conciergerie solidaire mobile	2024	3 000,00
Ville de La Ciotat	Conciergerie solidaire mobile	2024	10 000,00
Conseil Départemental	Lieu d'accueil RSA / Dispositif DARAE	2024	546 431,00
Etat	Aide au poste AI	2024	122 251,37
CAF 13	Parcours numériques Allocataires	2024	89 793,00
CAF 13	Parcours numériques Professionnels	2024	13 311,00
	TOTAL GENERAL		1 063 357,37



Engagements financiers et autres informations

Engagements en matière de pensions et retraites

L'Association a constaté une provision pour indemnité de fin de carrière dont les calculs ont été établis selon les hypothèses suivantes :

➤ Hypothèses de calcul retenues :

- Prise en compte de l'ancienneté des salariés dans l'Association
- Age de départ à la retraite retenu : 65 ans
- Taux d'inflation : 1,91 %
- Taux d'actualisation : 3,38 % (rendement financier des actifs à long terme)
- Rotation du personnel selon l'âge :
 - Si < 30 ans 20 %
 - Entre 30 et 40 ans 40 %
 - Entre 40 et 50 ans 75 %
 - Au dessus de 50 ans 99 %

➤ Droits à la retraite selon ancienneté :

- Moins de 10 ans 0,00 mois de salaire
- Moins de 15 ans 0,50 mois de salaire
- De 15 à 20 ans 1,00 mois de salaire
- De 20 à 30 ans 1,50 mois de salaire
- Au moins 30 ans 2,00 mois de salaire

➤ Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	Moins d'un an	10 064
60 à 64 ans	Moins d'un an	18 434
55 à 59 ans	1 à 5 ans	19 441
50 à 54 ans	6 à 10 ans	16 900
40 à 49 ans	11 à 20 ans	9 238
30 à 39 ans	21 à 30 ans	853
Moins de 30 ans	Plus de 30 ans	53
Engagement total		74 983



Informations complémentaires

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières	
Compte à terme CAT 24 mois	500 000
Compte à terme CAT 6 mois	800 000
Livret Caisse Epargne 01002497	507 472
Livret SG 3688559459	109 167
Compte SG Livret A	92 538
Parts sociales Caisse Epargne	50 740
Total	2 059 917



